

La politique bruxelloise est sur les rails

Bruxelles n'a pas encore de gouvernement — ça, c'est pour dimanche — mais son avenir est balisé pour les cinq années à venir. Voici les grandes lignes de l'accord de majorité.

BENOÎT MATHIEU

La capitale n'a pas traîné. Sept semaines à peine après les élections, Bruxelles s'est dotée d'un accord de majorité liant les six partis aux commandes de la Région pour les cinq

ans à venir: PS, FDF et cdH côté francophone, Open VLD, sp.a et CD&V côté néerlandophone. Le gouvernement, lui, ne devrait pas se faire attendre longtemps, puisque l'on parle d'une prestation de serment pour ce dimanche 20 juillet, avec

dans la foulée un débat parlementaire sur ladite déclaration de politique dès le **mardi 22 juillet**. La Belgique passera donc la fête nationale vêtue au moins d'un gouvernement.

«Le projet bruxellois est audacieux et innovant, se félicite la formatrice

Laurette Onkelinx (PS). Il intervient à un moment clef pour la Région, qui a non seulement été refinancée mais reçoit aussi de nouvelles compétences dans le cadre de la sixième réforme de l'État.» Pour autant, pas question de se permettre des folies budgétaires. Bruxelles devra afficher un équilibre structurel tout au long de la législature. Et se donner un an pour plancher sur une réforme fiscale devant entrer en vigueur en 2017 et transférant une partie du poids de l'impôt du travail vers l'immobilier.

«Ce projet intervient à un moment clef pour la Région, refinancée et qui reçoit de nouvelles compétences.»

LAURETTE ONKELINX
FORMATRICE

Le casting bruxellois est presque connu, mais pourrait réserver des surprises

Rudi Vervoort

C'est l'hypothèse de base: le ministre-président PS sortant rempile et hérite au passage d'importantes compétences (Aménagement du territoire et Sécurité). Mais certains misent encore sur Laurette Onkelinx.

Pascal Smet

Le bouillant sp.a en rêve. Son dada: Mobilité et Travaux publics, des compétences qu'il a exercées de 2003 à 2009. Il reste toutefois prudent. «D'autres choses m'intéressent.»

Guy Vanhengel

Le libéral flamand devrait poursuivre à la tête des Finances et du Budget, compétences dopées par la réforme de l'État. Pour s'en convaincre, il suffit de l'entendre parler de la future réforme fiscale.

Céline Fremaut

La ministre cdH, cela devrait être elle — d'autant que Joëlle Milquet affirme qu'elle ne sera pas de l'aventure. Elle risque de devoir lâcher l'Économie et l'Emploi pour l'Environnement.

Didier Gosuin

Le chef de file bruxellois des FDF devrait être investi de compétences de poids. On parle le plus souvent de l'Emploi, auquel serait liée la Formation, au nom de la cohérence des politiques.

Les autres

Suspense pour les secrétaires d'État. Au CD&V, pas sûr que Brigitte Grouwels (photo) en soit. Elle pourrait céder sa place à Bianca Debaets. Au PS, Rachid Madrane tient la corde. Chez les FDF, mystère.

MISE À L'EMPLOI ET FORMATION DES JEUNES, FISCALITÉ PLUS JUSTE, MEILLEURE GOUVERNANCE, MOBILITÉ PLUS DOUCE, VOICI LES PROMESSES BRUXELLOISES

Emploi

C'est un des points essentiels de la déclaration de politique régionale de Bruxelles. Tout part d'un constat: sur les 12.000 jeunes qui sortent de l'école chaque année, 6.000 n'arrivent pas à trouver un emploi 6 mois après leurs études. Pour lutter contre cette situation, le prochain gouvernement bruxellois va lancer la «garantie jeunes».

Concrètement, à l'issue de ses études, le jeune qui n'arrive pas à décrocher un boulot se verra proposer soit un stage — le gouvernement en prévoit 2.000 —, soit une formation — le gouvernement va en financer 2.000 — soit un emploi — l'exécutif espère dégager 1.000 postes.

Si malgré son stage ou sa formation, le jeune n'est toujours pas parvenu à trouver un emploi, le gouvernement s'engage à lui proposer un contrat d'insertion de 12 mois dans le secteur public ou le secteur privé grâce au soutien de l'argent public. Le gouvernement va prendre en parallèle quelques mesures destinées à soutenir la création d'emploi et le lancement d'activités: un régime plus attractif pour la transmission d'entreprises, une exonération de précompte immobilier sur les investissements, etc.

F.-X.L.

Réforme fiscale

Shift: tel est le maître mot de la future réforme fiscale bruxelloise. En français, cela donne transfert

(partiel) du poids de la fiscalité du travail vers la propriété immobilière. «L'objectif étant d'arriver à une fiscalité plus juste et favorable aux Bruxellois», insiste Guy Vanhengel (Open VLD). Concrètement, et dans un premier temps, cela donne ceci: suppression de la taxe régionale (89 euros) et du pour-cent que Bruxelles prélève à l'impôt des personnes physiques. Pour compenser, une légère hausse du précompte immobilier. «Très faible, étant donné que l'assiette fiscale est très large», veut rassurer l'ex et probablement futur grand argentier de la Région. Si on laisse Didier Gosuin (FDF) résumer, voilà ce que ça donne: «Si les grands gagnants sont les locataires, les propriétaires d'un bien qui travaillent à Bruxelles y gagneront un peu aussi. Mais oui, celui

qui possède 42 biens à Bruxelles paiera plus.» Avec un premier effet pervers? Puisque les propriétaires habitant en dehors de la Région verront leur précompte immobilier grimper, ils répercuteront cette hausse dans les loyers, prédit Julien Manceaux, le «Monsieur Immobilier» d'ING. Pour la suite, Bruxelles se donne un an pour une vaste réforme, méditée en 2015, votée en 2016 et d'application en 2017. Mécanismes encourageant l'accession à la propriété, bonus logement, réduction des droits d'enregistrement, titres-services, allocations familiales, soutien aux entreprises: l'entièreté de ce menu copieux sera réévaluée. D'ici là, Bruxelles travaille dans la douceur, en maintenant l'existant. **B.M.**

Mobilité

L'ennemi public est désigné par Laurette Onkelinx (PS): la congestion automobile. La solution n'est pas plus surprenante que le mal qui ronge Bruxelles: «investir massivement dans les transports publics». La priorité absolue, c'est l'extension nord du métro vers Schaerbeek et Evere, les premiers coups de pelle devant être donnés avant 2019. Le sud n'est pas oublié, puisque Bruxelles lancera des études afin de fixer un tracé définitif, direction Forest et Uccle. Au rayon trams, la ligne 9 vers l'UZ Brussel occupe la tête d'affiche. Au menu toujours, la prolongation du 94 jusqu'à Roodebeek et celle

du 62 jusqu'à l'aéroport. Enfin, place à une ligne «haute performance» entre la gare du Nord et le Heysel, via Tour & Taxis. «C'est-à-dire plus qu'un tram, détaille Pascal Smet (sp.a), qui se verrait bien reprendre le portefeuille Mobilité/Travaux publics. *Métro aérien, tram aérien, il faut encore décider, mais cela ne sera pas un tram ordinaire.*»

Piétons et cyclistes ne sont pas oubliés: les piétonniers se multiplieront et la petite ceinture sera bordée d'un piste cyclable. **B.M.**

Gouvernance

Par souci de rationalisation, le gouvernement a l'intention de diminuer le nombre d'institutions implantées sur le sol bruxellois. D'après la feuille de route du gouvernement, on passera de 40 à 6 institutions. Il y aurait ainsi à l'avenir un seul acteur unique dans l'aménagement du territoire, le tourisme, le développement économique et le secteur de l'eau. L'autre volet du chapitre consacré à la gouvernance s'attaque aux

mandataires publics. Les pouvoirs publics entendent diminuer le nombre de mandataires dans les organes des intercommunales. La transparence au niveau des rémunérations et des avantages des mandataires dans les intercommunales est également un point qui a fait l'objet d'un accord. Le gouvernement mettra en place une réglementation pour lutter contre les conflits d'intérêt de tous les mandataires publics. Chaque mandataire public régional fera dès lors annuellement une déclaration de toutes ses activités professionnelles et de ses mandats privés. Un plafonnement de la rémunération des dirigeants des institutions et entreprises publiques au niveau local et régional est également prévu.

F.-X.L.

Territoire

Avec sa superficie de 161 km², Bruxelles est la Région qui connaît le boom démographique le plus important. Pour répondre aux besoins de logement, le gouvernement va créer 10 nouveaux quartiers comme la zone autour du canal, le Heysel, Reyers, Schaerbeek Formation ou Delta. Outre du logement, ces pôles de développement devront accueillir des activités économiques. Le quartier Reyers par exemple abritera une cité du numérique. **F.-X.L.**

Stade national

Le projet de construction d'un nouveau stade national en Flandre, à Grimbergen, sur un terrain appartenant à la Ville de Bruxelles, est confirmé par le nouveau gouvernement bruxellois.

Les partenaires politiques à la Région rappellent par ailleurs que

pas un centime d'argent public ne sera dépensé pour la construction du nouveau stade national.

Ce stade doit, pour rappel, permettre à la Belgique d'accueillir un match de l'Euro 2020. La Ville de Bruxelles a d'ailleurs déjà vu remettre plusieurs offres privées pour la construction.

Entreprises

Outre le coup de pouce à la création d'emplois, des mesures de soutien aux entreprises sont également prévues. La Région bruxelloise va ainsi lancer le «Small Business Act». Cet engagement a notamment pour ambition de créer un cadre économique plus favorable aux entreprises implantées à Bruxelles. Les communes seront invitées à jouer collectif avec la Région. Le gouvernement bruxellois prévoit en effet de passer un pacte fiscal avec l'ensemble des communes de la capitale, en leur demandant, entre autres, d'effacer toutes les taxes jugées nuisibles aux entreprises. Parallèlement, l'accord du prochain gouvernement prévoit d'harmoniser les taxes communales. Les administrations devront par ailleurs être «business friendly».

Allocations familiales

D'ici 2019, date à laquelle la Région héritera de ce dossier, rien ne change, rassure le futur gouvernement. Qui mettra son grain de sel dès 2019, en octroyant par exemple le même montant pour chaque enfant — Bruxelles n'ayant pas vraiment besoin de stimuler son taux de natalité. **B.M.**